

Pourquoi nous ne sommes pas bons....

Industrie, recherche, innovation dans l'aire urbaine Marseille - Aix

Dans une société en quête de repères, peu de certitudes sont acquises. L'une d'entre elles pourtant ne fait pas de doute. Les facteurs de production et les fondamentaux de la croissance économique ne sont plus exclusivement dans les facteurs tangibles : le travail et le capital. Ils relèvent dorénavant de l'immatériel. C'est par son niveau de formation, sa capacité à savoir innover, sa créativité, son intelligence collective qu'un territoire construit aujourd'hui sa compétitivité. Une autre évidence doit être prise en compte. L'avenir n'est plus dans la prolongation, la reconduction, l'amplification des tendances positives. Il est dans l'innovation, la créativité, l'imagination. Nous entrons de plain-pied dans un moment singulier de l'histoire que certains n'hésitent pas à comparer au temps de la Renaissance.

Un monde nouveau se prépare. Il va falloir tout changer : nos habitudes, nos analyses, nos comportements, nos outils et même nos références... et explorer de nouvelles pistes de réflexion au croisement de la recherche, des technologies, de la culture, des médias, sans s'enfermer dans des catégories d'un autre temps qui distinguent si ce n'est opposent la recherche fondamentale à l'innovation, l'économie à la culture, le secondaire au tertiaire, les scientifiques aux littéraires, les artistes aux entrepreneurs. Au moment où la mondialisation se banalise et les horloges se contractent, nous sommes tous invités à devenir créatifs.

1. Les territoires qui gagnent : les conditions de la réussite

1) *Résister à la tentation du tout résidentiel*

On qualifie volontiers cette nouvelle économie d'économie de la connaissance, qui n'est pas celle de la complaisance. Un danger nous guette : penser que nous pourrions nous développer en améliorant notre confort de vie et en laissant aux autres le soin de produire, de fabriquer, de créer de la valeur et de nous donner les revenus nécessaires pour nos consommations quotidiennes. Bref, laisser l'économie productive aux mains d'une mondialisation incontrôlée et investir exclusivement dans une économie résidentielle et du cadre de vie.

Cette tentation suicidaire existe chez certains. Après tout, pourquoi s'épuiser à soutenir des entreprises nomades qui ne créent que peu d'emplois, des filières qui se redéploient dans le monde entier peu attachées à leur territoire d'accueil, des pollueurs de toute nature qui dégradent nos paysages et génèrent toutes sortes d'inconvénients ? Pourquoi ne pas nous spécialiser dans la qualité des grandes surfaces, le tourisme et les croisières, les équipements publics et vivre le mieux possible des transferts sociaux en proposant aux habitants des loisirs de qualité, des logements confortables, des musées de renom et des hôpitaux performants ?

Pour une raison simple : aucun territoire ne peut vivre des seuls revenus gagnés ailleurs sans créer de la valeur. Aucun espace ne peut se développer sur le seul modèle de la dépendance, aucune ville, aucune aire urbaine, aucun territoire métropolitain ne peut proposer comme modèle à ses habitants de savoir dépenser sans avoir à produire.

Ce constat concerne tout particulièrement l'espace métropolitain qui se construit de Marseille à Aix-en-Provence et d'Aubagne à Istres. Préserver la qualité de ce territoire en concentrant les politiques publiques sur les services à ses habitants et en ignorant les mesures d'appui aux investissements productifs est aussi la voie de la facilité. Il est plus facile de construire des musées que d'implanter des entreprises. L'économie résidentielle n'a un sens que si l'économie productive lui permet de disposer du pouvoir d'achat de ses ambitions.

2) Réhabiliter l'industrie

Pour relever le formidable défi de la compétitivité, le développement industriel est incontournable. L'industrie est au cœur du développement régional. Non pas celle du XIX^e siècle avec ses usines sans âme, ses chaînes de production et ses ouvriers sans diplôme. Mais l'industrie du XXI^e siècle dans laquelle l'innovation, la recherche, la créativité, les TIC renvoient aux calendes Grecques cette fameuse distinction entre secondaire et tertiaire qui, aujourd'hui, n'a plus aucun sens. Nul ne peut le nier : l'industrie se « tertiarise » et le tertiaire s'industrialise. Les industriels vendent des solutions plutôt que des produits. La révolution des TIC incorpore de plus en plus de technologies dans les services.

L'avenir du territoire métropolitain est dans ses filières porteuses déjà bien installées dans l'économie locale : micro- électronique, mécanique industrielle, santé, transport et logistique, énergie, multimédia, environnement, chimie fine, photonique, économie verte où nos points forts sont nombreux. Ce sont ces activités qui portent le développement et qui doivent être soutenues par les pouvoirs publics. Pour chacune d'entre elles recherche, innovation, production sont étroitement liées. Leur compétitivité dépend largement de la qualification des emplois qu'elles offrent et renvoie naturellement sur l'immense effort à réaliser en matière de formation professionnelle.

3) Valoriser les espaces productifs

L'aire urbaine a progressivement construit des pôles technopolitains spécialisés qu'il convient de conforter : la technopole de l'environnement Arbois- Méditerranée (green économie) , la technopole de Château- Gombert (optique, sciences de l'ingénieur), le parc scientifique et technologique du Grand Luminy (santé, biotechnologies), le pôle Média de la Belle de Mai, le pôle de Rousset-Meyreuil-Gardanne (micro-électronique), le pôle sidérurgique de Fos/ mer (Ascométal, Mittal) le pôle aéronautique de Marignane-Vitrolles (Eurocopter, Parc des Florides), le pôle énergie de Cadarache (CEA, ITER, vallée des énergies), le pôle logistique du Grand Port Maritime de Marseille et de l'étang de Berre.

Mais ces concentrations ne sont pas reliées entre elles par un réseau de transport en commun performant, sont souvent peu accessibles et mal équipées en services. Les pôles technopolitains de l'aire urbaine ne sont pas attractifs. Ils ne sont pas adaptés aux fertilisations croisées qui génèrent de l'innovation et de la créativité. Ils n'offrent que peu de services à ceux qui les fréquentent. Ce ne sont pas des milieux de vie agréables.

4) Innover pour réussir

Les innovations ne sont pas que scientifiques ou technologiques ; elles peuvent être aussi sociales, culturelles ou politiques. Elles se retrouvent aussi dans la gestion des ressources humaines, la responsabilité sociale et environnementale, l'attention apportée au développement durable, une gestion raisonnée des ressources et de l'énergie. Mais les innovations ne se proclament pas. Elles se construisent à partir de tout un ensemble de facteurs qui créent de la connaissance : formation et recherche universitaire, formation professionnelle, écoles d'ingénieurs, structures de transfert de technologie, pôles de compétitivité, technopoles, concentration scientifique mais aussi milieux culturels qui incitent à la créativité.

Nous avons tout dans l'aire métropolitaine de Marseille-Aix. Il ne manque aucun dispositif. Aix-Marseille Université est, avec 70 000 étudiants, une des plus importantes au niveau international. 4 écoles d'ingénieurs forment des cadres de haut niveau. Le CEA, 68 laboratoires du CNRS et 21 de l'INSERM placent notre territoire parmi les premiers en potentiel de recherche. 9 pôles de compétitivité sont autant de reconnaissance nationale de notre potentiel, 30 Pôles Régionaux d'Innovation et de Développement Economique Solidaire (PRIDES) construisent des clusters innovants. De nombreuses structures facilitent la relation recherche industrie : Marseille-Innovation, Méditerranée Technologies, les pépinières de l'Arbois, de la Belle de Mai, de Pertuis, de Meyreuil, d'Aubagne, de Luminy, ValorPaca, Impulse, Provence-Promotion, Paca Labs, OSEO ... regroupés dans le réseau régional d'innovation. ITER représente un investissement de 10 milliards d'€. Les technopoles de l'Arbois, de Château -Gombert, de Luminy, le pôle microélectronique de Rousset, les pôles régionaux d'innovation et de développement économique et solidaires mis en place par la Région Provence- Alpes Côte d'Azur sont autant de concentrations de talents et viviers d'innovation. Le projet IDEX porté par Aix-Marseille Université vient d'être retenu dans la deuxième vague où 5 lauréats ont complété les 3 premiers retenus dans la 1^o vague.

A coté de ce formidable potentiel, comment ne pas mettre en avant les investissements d'Euroméditerranée, les espoirs d'ITER, la vallée des nouvelles énergies, la fusion des universités, Marseille- Provence 2013 capitale Européenne de la culture, le pôle aéronautique des Florides ? Tout semble porter le territoire métropolitain à un haut niveau de performances.

2. L'innovation est partout sauf dans les résultats économiques

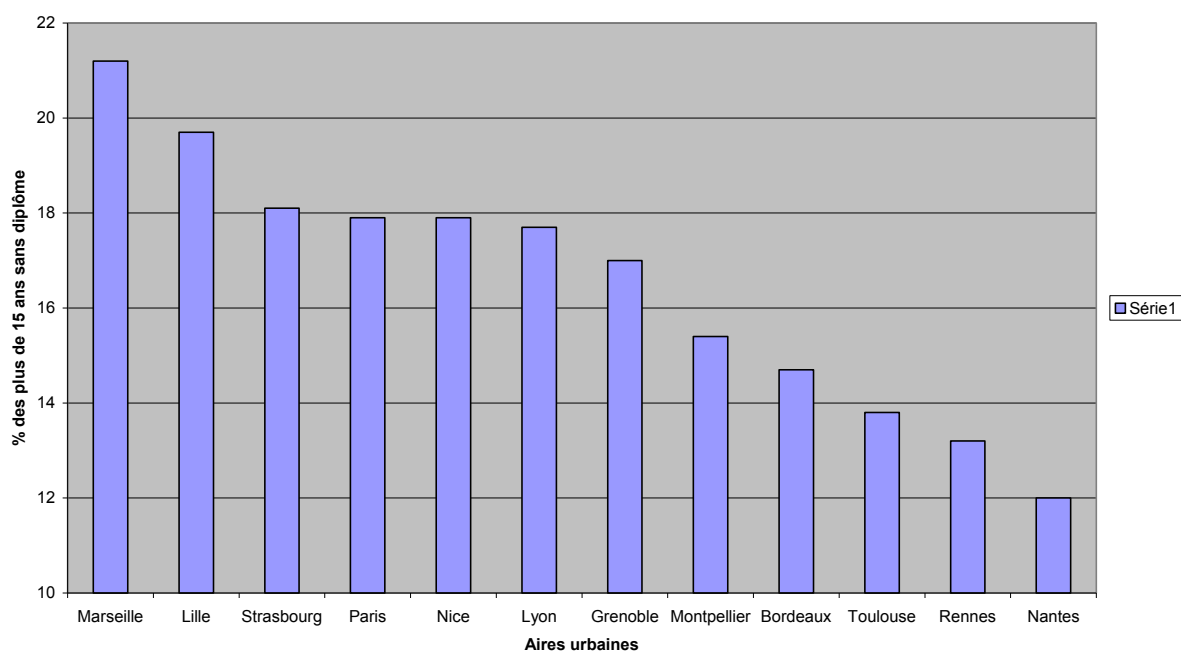
Pourtant, malgré ces initiatives porteuses et ces résultats encourageants, le développement économique n'est pas au rendez vous. Il suffit pour s'en convaincre de comparer quelques indicateurs des 12 premières aires urbaines métropolitaines du pays. Celle de Marseille-Aix, la troisième en population après celles de Paris et Lyon n'occupe pas la place que l'on pourrait légitimement attendre.

Les grandes aires urbaines métropolitaines 2010-Données 2008					
	Population	Superficie Km ²	Taux annuel moyen de variation de la Population 1999-2008.		
			Total	Solde naturel	Solde migratoire
Paris	12 089 098	17 174	0,7	0,9	-0,2
Lyon	2 188 132	6 018	0,9	0,7	0,2
Marseille-Aix	1 715 096	3 173	0,8	0,4	0,3
Lille	1 150 530	1 243	0,2	0,8	-0,6
Toulouse	1 202 889	5 381	1,8	0,6	1,2
Bordeaux	1 105 257	5 613	1,1	0,4	0,7
Nice	1 005 230	2 584	0,8	0,1	0,7
Nantes	854 807	3 302	1,1	0,7	0,4
Strasbourg	757 609	2 198	0,6	0,6	0,1
Rennes	654 478	3 747	1,4	0,7	0,7
Grenoble	664 832	2 621	0,6	0,6	-0,1
Montpellier	536 592	1 673	1,4	0,6	0,8

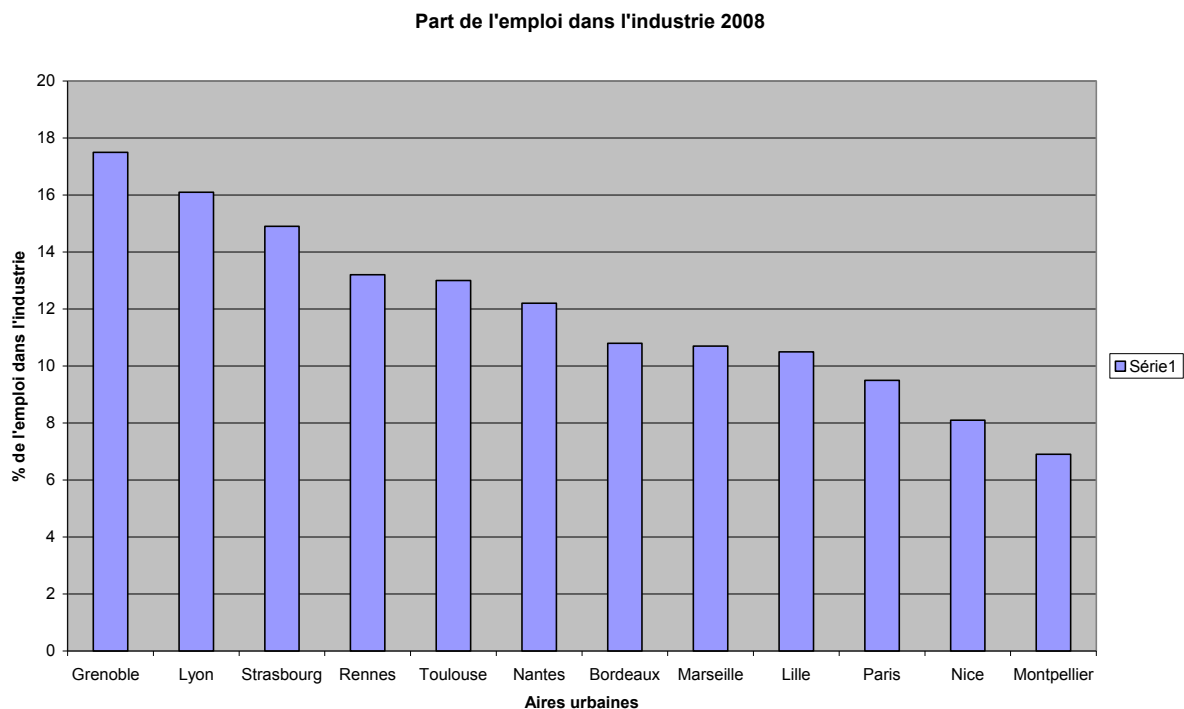
Source : INSEE

1) L'aire urbaine est la première pour la part relative de la population de 15 ans et plus sans aucun diplôme

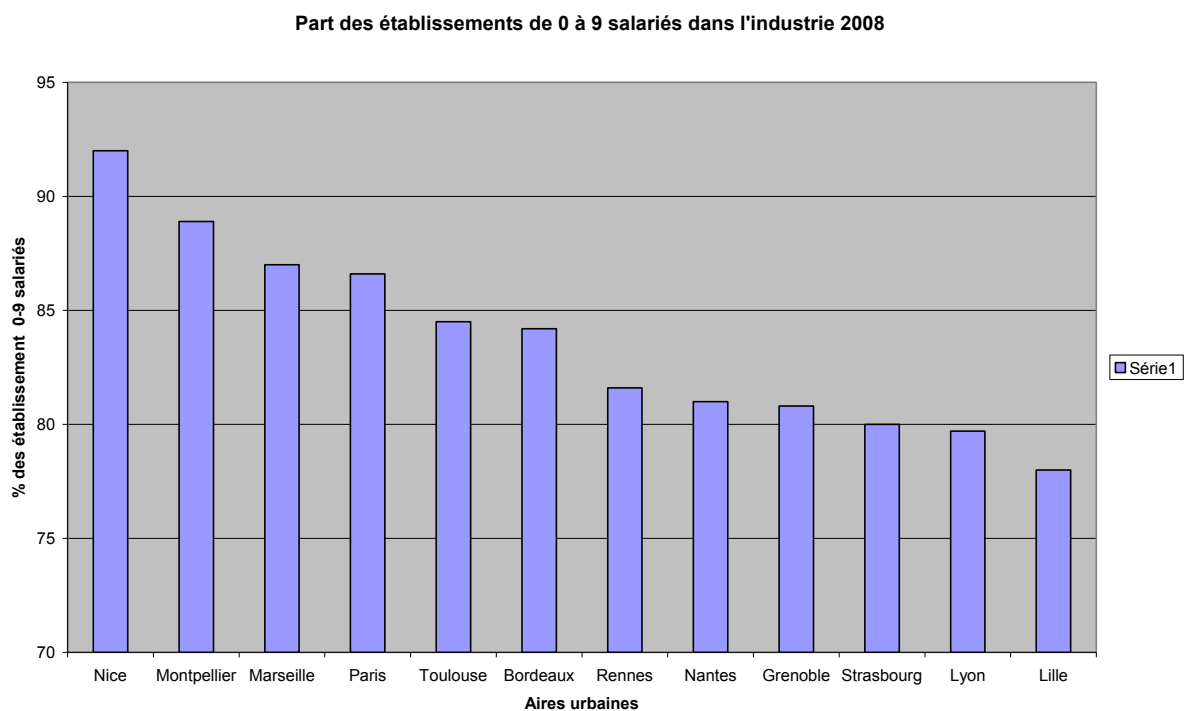
Part relative des 15 ans et plus non scolarisés et sans diplôme



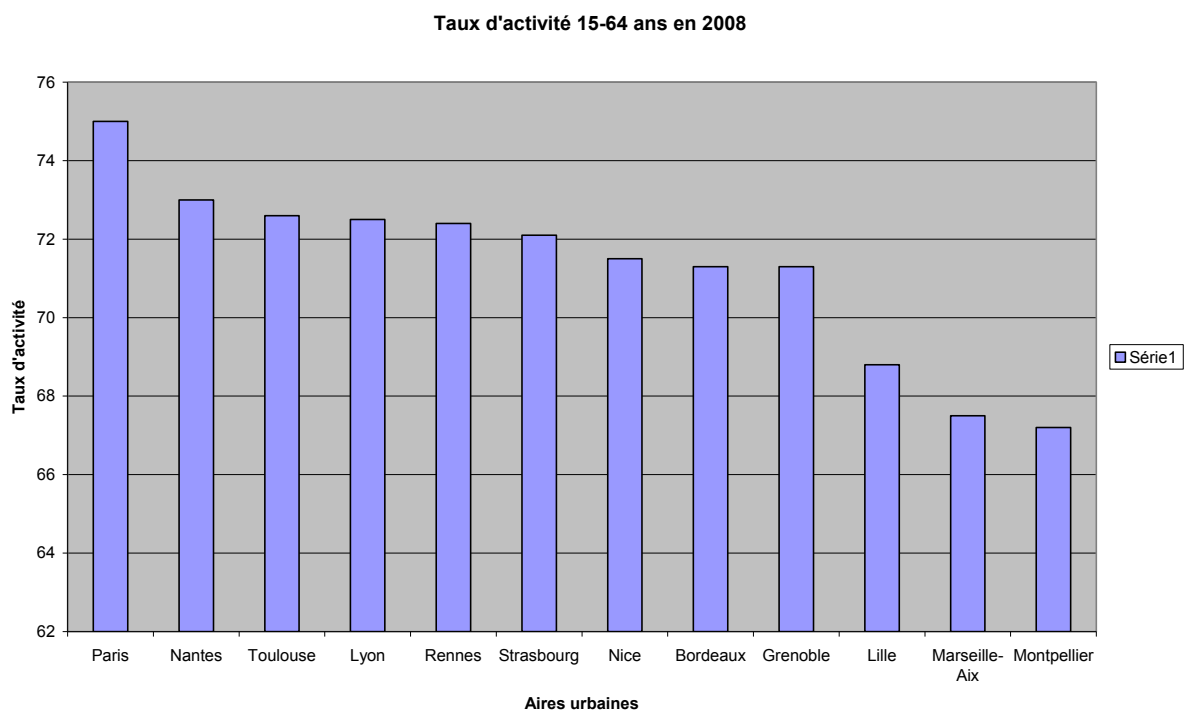
2) *C'est une des moins industrielles de toutes, en 8° position sur 12*



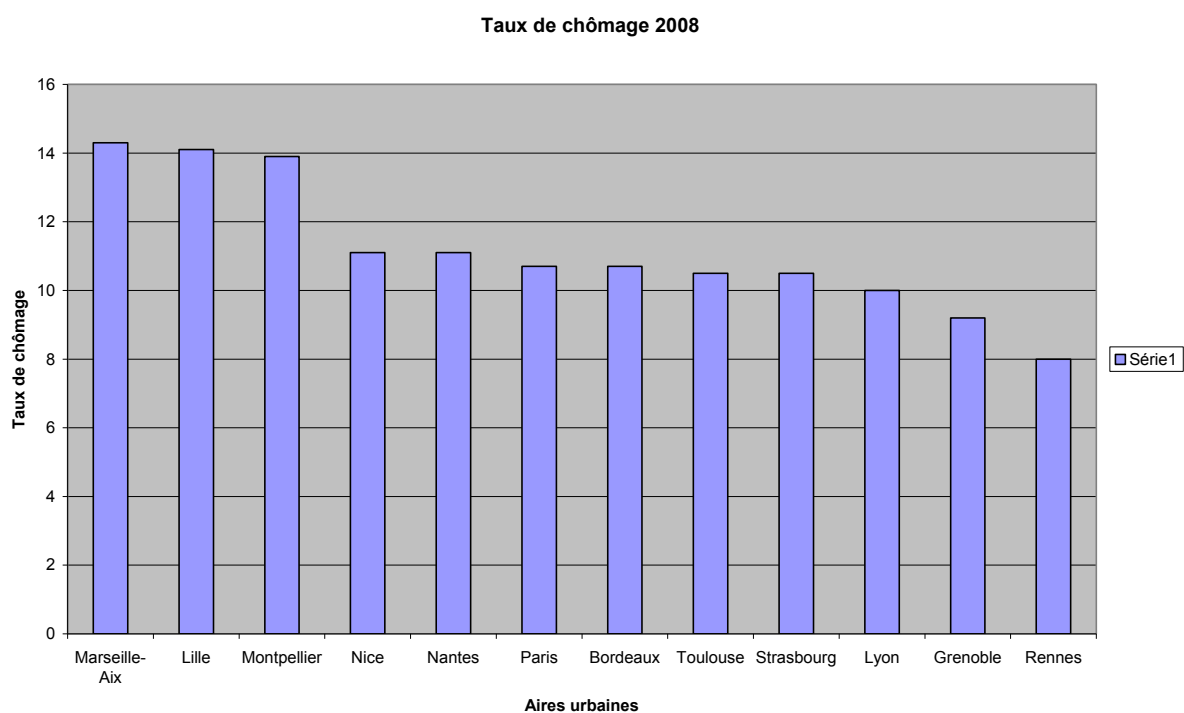
3) *Elle est en 3° position pour la part des établissements industriels de 0 à 9 salariés*



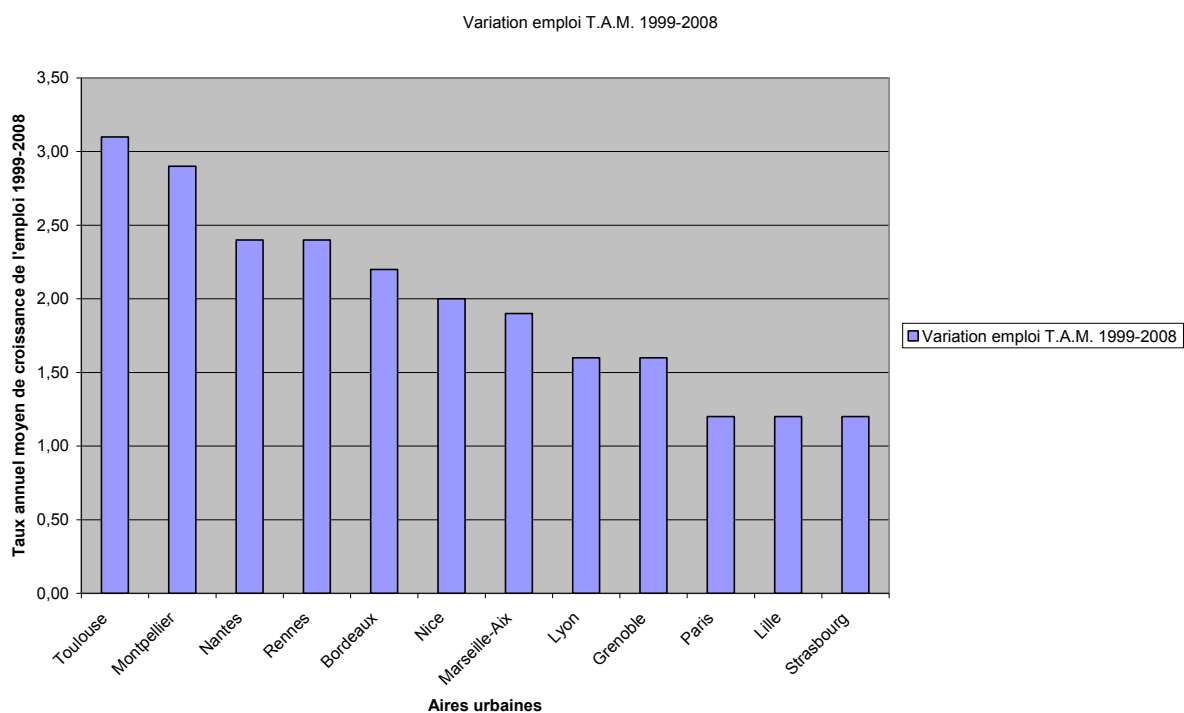
4) Elle est avant dernière pour le taux d'activité des 15-64 ans



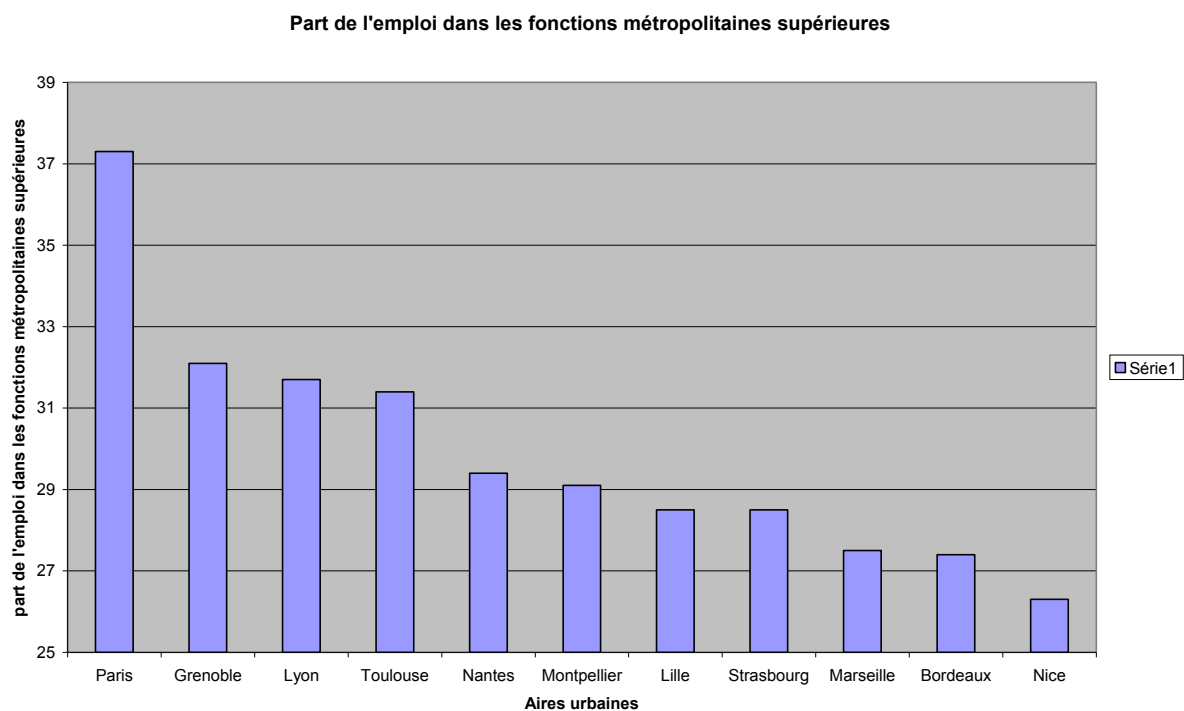
5) Elle est la première pour le taux de chômage



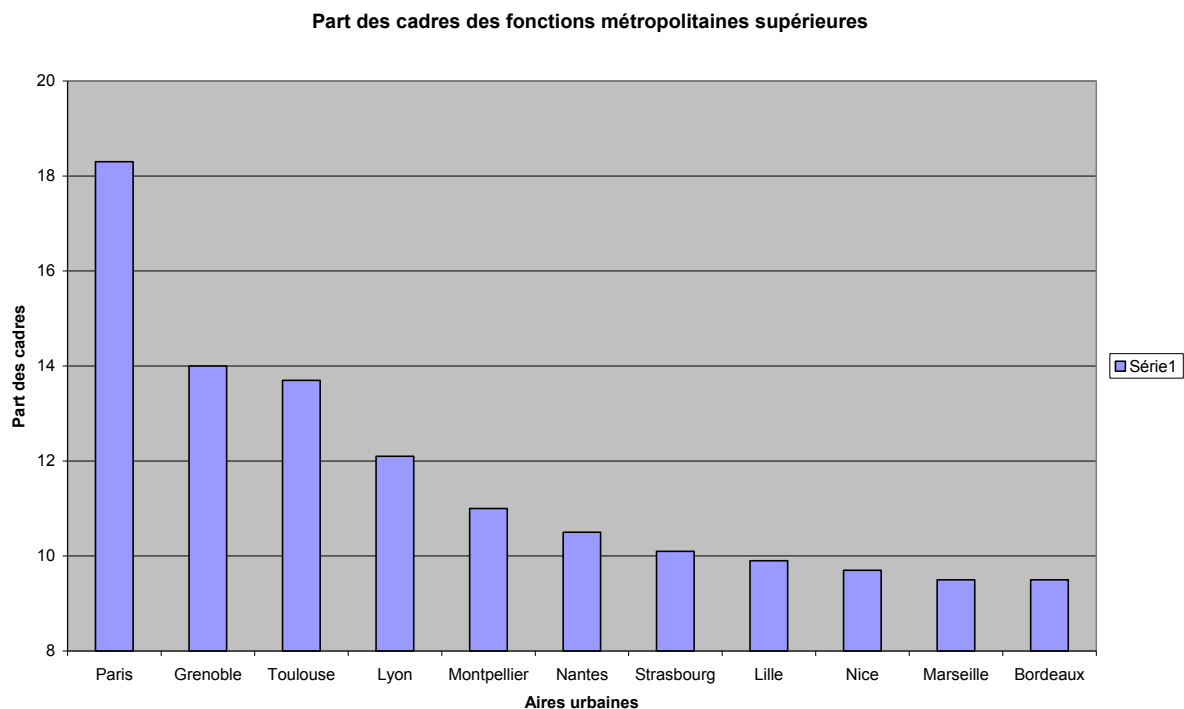
6) Elle est septième pour le taux annuel moyen de création d'emplois entre 1999 et 2008



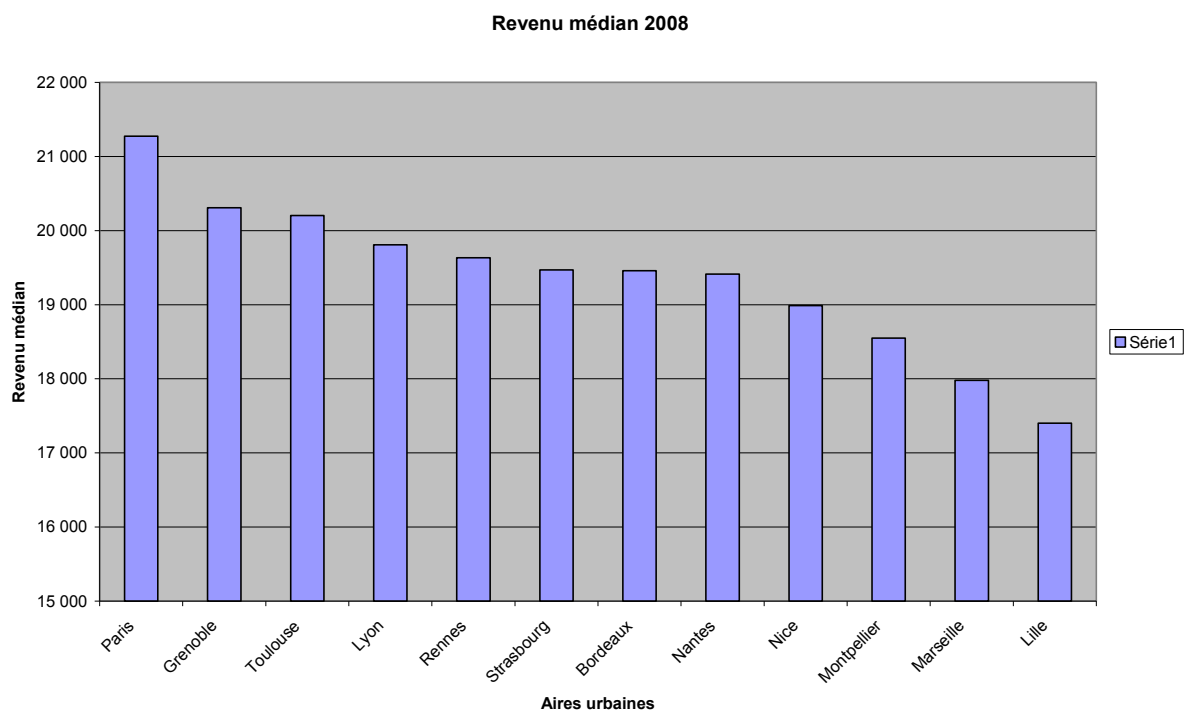
7) Elle est dixième pour la part des emplois métropolitains supérieurs



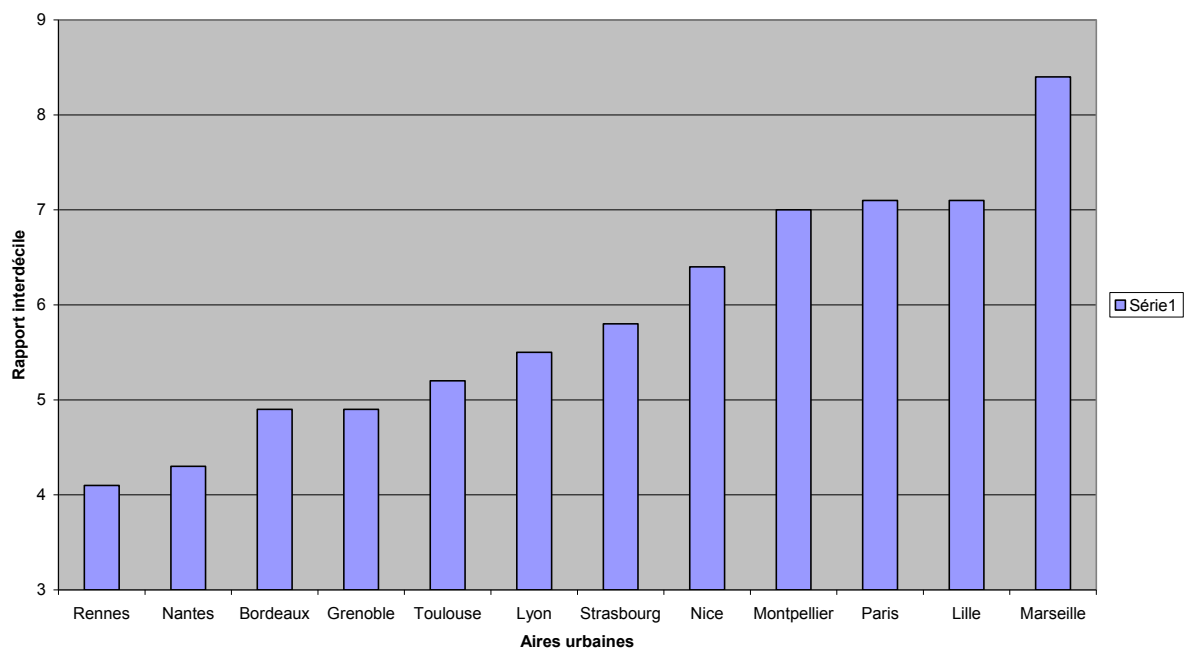
8) Elle est avant dernière pour la part des cadres des fonctions métropolitaines supérieures



9) Elle est avant dernière pour le revenu médian et dernière pour le rapport inter-décile : c'est celle où les inégalités de revenus sont les plus élevées

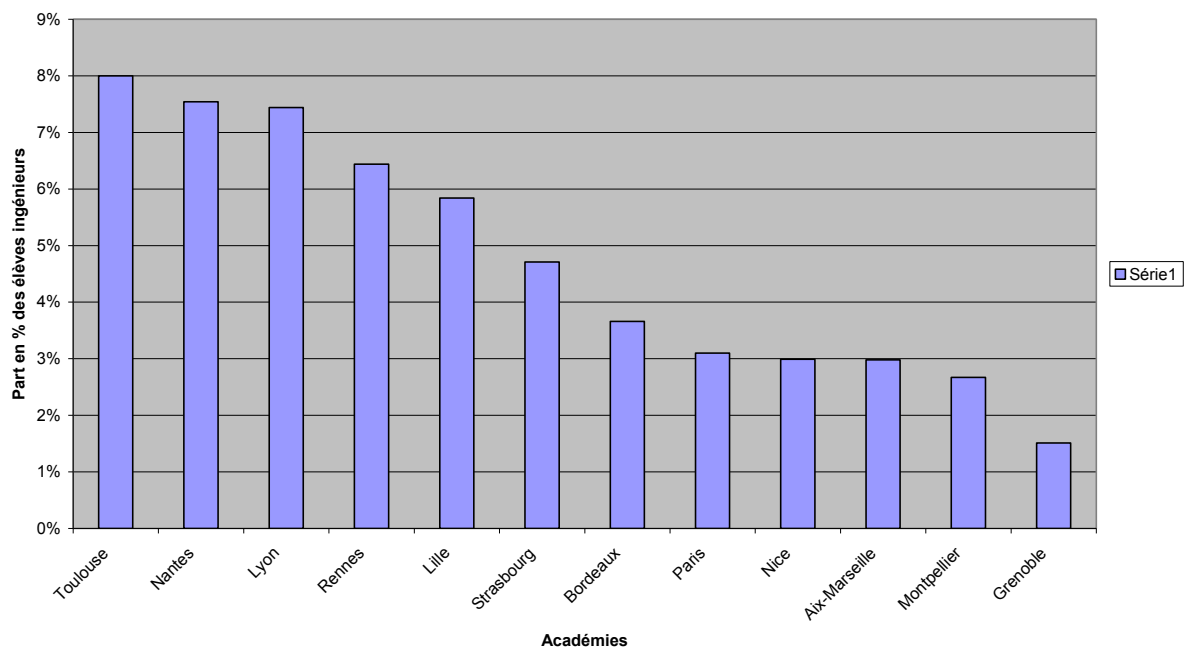


Rapport interdécile Revenu 2008



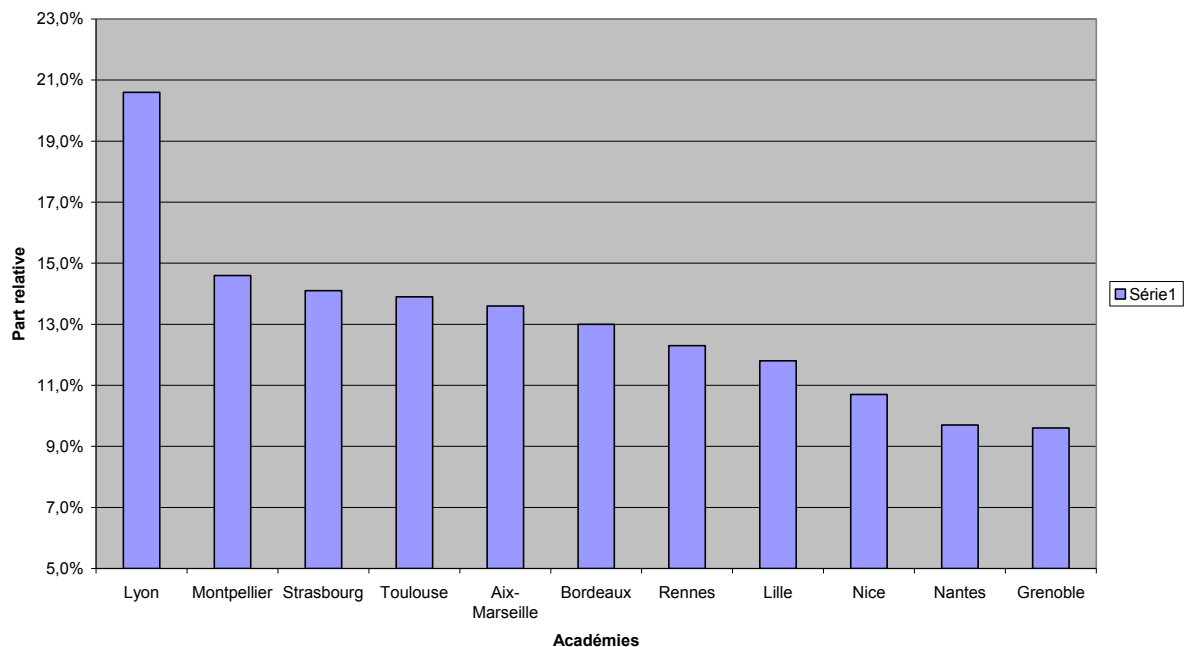
10) L'académie d'Aix-Marseille est dixième pour la part des élèves ingénieurs dans l'enseignement supérieur

Part des élèves ingénieurs dans l'enseignement supérieur 2010-2011



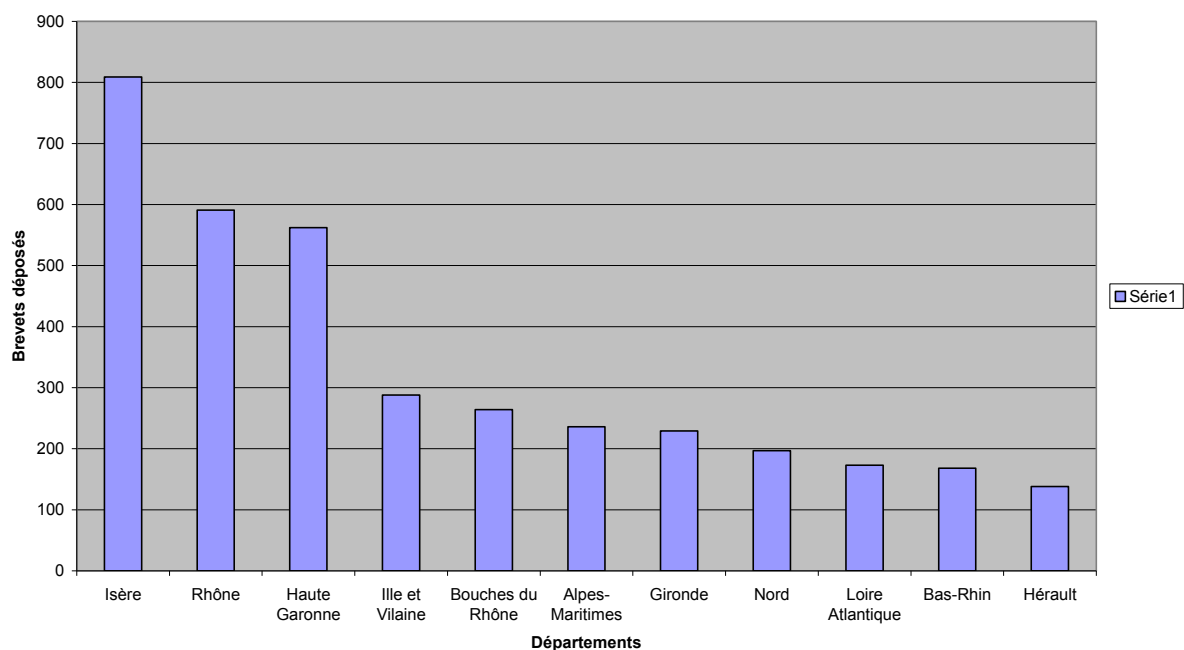
11) L'académie d'Aix-Marseille est la cinquième (sans compter Paris) pour la part des étudiants dans la population des 16-25 ans

Etudiants/ Population 16-25 ans- 2008

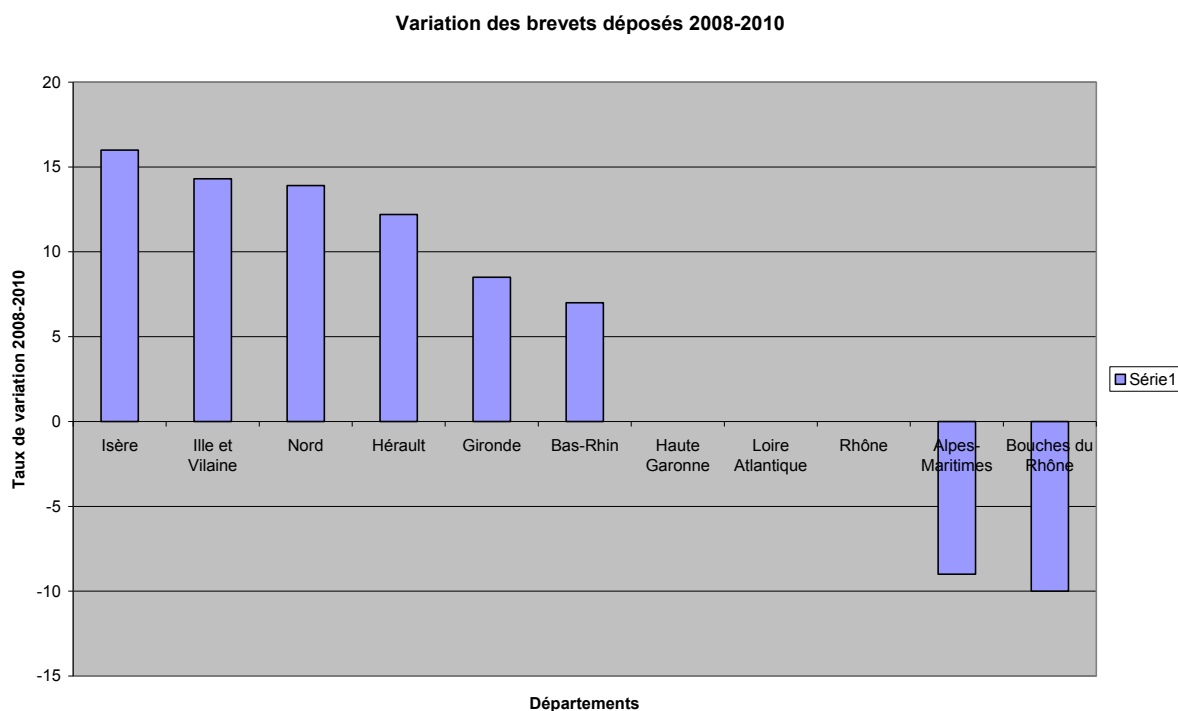


12) Le département des Bouches-du-Rhône est le cinquième pour les brevets déposés en 2010

Brevets déposés en 2010



13) Entre 2008 et 2010, c'est dans les Bouches-du-Rhône que le nombre de brevets déposés a le plus diminué



Voilà qui montre que nous ne sommes pas bons. Il existe une situation paradoxale sur ce territoire qui fait que les talents individuels ne se traduisent pas par une intelligence collective à même de transformer les recherches en innovations et les innovations en développement économique.

3. Comprendre l'in vraisemblable

Il y a certes de multiples explications qui peuvent être évoquées pour comprendre cette situation. L'une d'entre elle n'est pas nouvelle. C'est l'extrême difficulté à savoir, peut-être même à vouloir travailler ensemble.

1) Le territoire du verbe où on ne se parle pas

Cette funeste banalité concerne tous les secteurs. On la note souvent pour les élus locaux, peu enclins à partager et renfermés sur leur territoire de légitimité. Mais elle est aussi au cœur du monde universitaire, de la recherche, de l'innovation, de la formation, des entreprises elles mêmes. Les structures de transfert de technologies ont du mal à se fédérer. La fusion des universités a mis 40 ans à se concrétiser. Les laboratoires scientifiques sont fréquemment en concurrence. Les initiatives portées par l'économie sociale et solidaire sont souvent brocardées. Les communautés d'agglomération ont du mal à se faire confiance. D'une façon générale, les relations des collectivités territoriales avec les services de l'Etat ne sont pas bonnes, celles avec l'Union Européennes illisibles. L'aire métropolitaine marseillaise est un territoire bloqué.

Marseille regarde vers le sud et la Méditerranée, Aix-en-Provence regarde le nord et les Alpes, Arles regarde vers Nîmes et Aubagne vers Toulon. L'intérêt général commanderait que ces villes se regardent entre elles.

2) *Une culture du négoce et de l'approximation*

Sur un territoire de tradition négociante, les acteurs locaux ne portent pas une forte culture économique, et encore moins scientifique. Les réussites individuelles ne traduisent pas des réussites territoriales. L'individualisme des entrepreneurs ne les pousse pas à mutualiser leurs ressources malgré les politiques conduites au niveau national (pôles de compétitivité) ou régional (PRIDES). La presse quotidienne ne connaît de l'économie que ses difficultés. Les organismes consulaires, malgré leur détermination, ne rassemblent qu'une faible part des entreprises du territoire et plus souvent des commerçants que des industriels. Ils dialoguent difficilement avec le pouvoir politique. Au-delà de quelques réussites notoires, la volonté de hausser collectivement le niveau du potentiel productif de l'espace métropolitain n'est pas partagée par tous ses acteurs. Chacun joue solo, persuadé de ses qualités et peu enclin à reconnaître celles des autres. La préférence collective pour la rente et le patrimoine l'emporte sur le goût du risque et la volonté d'entreprendre. Ce territoire ouvert au monde cultive une culture du repli et de l'entre soi et se perd dans des débats incertains sur la comptabilité entre les « cultures » aubagnaise, marseillaise, aixoise ou arlésienne.

3) *Une préférence marquée pour l'économie résidentielle*

Par rapport à d'autres espaces métropolitains, et sans remettre en cause leur légitimité ou leur bonne volonté, beaucoup d'élus locaux se mobilisent davantage sur la construction d'une économie résidentielle attractive que sur une économie productive performante. Ils attachent une grande importance à la qualité de l'environnement, à la mise en valeur des sites touristiques, aux services de la vie quotidienne, à la qualité de vie de leurs administrés mais sont souvent réservés par rapport au monde de l'entreprise qui, généralement, n'est pas le leur. Ils ne portent pas un discours industriel ou scientifique à la hauteur des enjeux. On peut observer par exemple que malgré l'intensité des besoins, les grandes concentrations scientifiques et économiques du territoire ne sont toujours pas connectées par un réseau de transport collectif performant. On peut noter que toute dépense publique pour accroître la compétitivité des entreprises est considérée comme lourde et non prioritaire par rapport à d'autres dépenses. On peut regretter que les décisions publiques se prennent toujours dans le temps court alors que la dynamique économique est dans le temps long.

4) *L'absence d'un projet de développement lisible*

Le territoire de l'aire urbaine est très segmenté et ne facilite pas les fluidités nécessaires entre le public et le privé, les entreprises et la recherche, la technologie et l'innovation. Contrairement à ce que l'on peut observer à Toulouse, Nantes ou Bordeaux, le patronat ne porte pas un projet lisible de développement. Entre les zones économiques, les parcs scientifiques, les centres de recherche, les pôles technologiques les relations sont faibles et ne sont pas au niveau des potentialités. Le potentiel de recherche du territoire se dégrade. Aucune croissance significative n'a pu être observée depuis une vingtaine d'années. Marseille n'est plus la deuxième ville scientifique du pays. Ni le CNRS, ni les pôles de compétitivité ni ITER, ni l'université unique ne portent une stratégie territoriale de développement. Les systèmes d'appui à l'innovation se croisent sans se rencontrer. Les compétences ne sont pas fédérées. L'espace métropolitain ne porte pas un projet de développement susceptible de donner de la lisibilité à ses partenaires intérieurs ou extérieurs. Les communautés qui le composent, quand elles interviennent, le font tous azimuts sans véritable choix. Au delà des déclarations d'intention en faveur de hautes technologies, de l'innovation, des T.I.C., des médias, elles refusent de choisir. Les entreprises innovantes ne sont pas rares. Mais, créées par des ingénieurs qui ne sont pas des managers, elles ne grandissent pas et changent fréquemment de propriétaires. Elles sont extrêmement volatiles. Les innovations sont nomades.

5) *Un milieu culturel refermé sur lui-même*

La culture n'est pas considérée comme un facteur d'innovation et les milieux culturels évoluent en toute autonomie vis-à-vis des milieux économiques. Nos villes ne sont pas créatives. Les ressources du design et de l'art ne sont pas mobilisées au service de la compétitivité de l'économie. Les lieux culturels ne sont pas rares mais ne sont pas connectés. Aucun n'entre eux n'est emblématique de niveau international. Aucun musée, aucun espace culturel, aucun pôle touristique n'est parmi les 30 premiers du pays. Et plutôt que de mettre en valeur leur extraordinaire complémentarité, les acteurs du développement opposent sans cesse Marseille la populaire à Aix-en-Provence l'intellectuelle, Aubagne la folklorique à Fos l'industrielle. Les politiques culturelles sont cloisonnées. Il n'existe ni programmation commune, ni harmonisation des billetteries, ni abonnements collectifs, ni communication harmonisées. Le tissu créatif n'est pas structuré.

Voilà pourquoi, si nous voulons enfin devenir bons, le pôle métropolitain est d'une extrême urgence.

4. Jouer collectif pour réussir

1) *Donner rapidement un contenu au pôle métropolitain*

Les intercommunalités du département se sont prononcées en faveur d'un pôle métropolitain. Mais elles tardent à le mettre en œuvre. Certes le cas unique de Nice Côte d'Azur Métropole, dans ses limites communales invraisemblables, n'incite pas à la reproduction. Mais d'autres pôles sont déjà opérationnels : le sillon Lorrain et Strasbourg-Mulhouse viennent d'être créés, ceux de Lyon-Saint-Etienne-Grenoble, Brest-Nantes-Angers, Nîmes-Arles sont en voie de constitution. Les pôles métropolitains de la Côte d'Opale, de l'estuaire de la Seine, du sillon Alpin sont en cours de définition. Celui qui nous concerne a été décidé il y a plusieurs mois. Il faut absolument accélérer la procédure car chaque jour qui passe est un retard de plus à rattraper.

Les projets métropolitains ne manquent pas. Un véritable réseau de transport collectif, une politique concertée de l'habitat, une lutte commune contre la précarité, des actions culturelles partagées en relèvent. Nous souhaitons insister ici sur l'importance d'un projet industriel construit sur l'innovation, la recherche, la connaissance qui prendrait tout son sens au niveau des intercommunalités concernées et permettrait de ne plus nous retrouver en queue de peloton par rapport aux autres aires urbaines métropolitaines du pays.

Seul un travail collectif permettra à ce territoire de projet de dépasser le poids de son histoire pour se construire un avenir.

2) *Au nom de l'urgence*

Il est d'une grande urgence de conforter la complémentarité des technopoles et des centres scientifiques du pôle métropolitain, d'améliorer l'offre de formation professionnelle, de transformer en outils métropolitains les pépinières et hôtels d'entreprise, de mettre en place un fonds d'amorçage pour accompagner les entreprises innovantes.

Il est absolument nécessaire de regrouper tous les savoirs- et ils sont ici nombreux- pour les inviter à se mobiliser au service de l'intérêt général en dépassant les engagements professionnels, les employeurs réguliers et les certitudes non démontrées. Un club des talents rassemblant les milieux scientifiques, technologiques, culturels aurait l'immense avantage de faciliter les fertilisations croisées et de générer la créativité qui nous manque.

Il est indispensable de regrouper dans un même lieu, une maison des sciences, des technologies et de l'innovation, les réalisations exemplaires trop souvent confidentielles de nos entreprises et de nos scientifiques. D'autres villes l'ont fait. Pourquoi pas nous ? Un tel espace aurait vocation à montrer aux entreprises le travail de nos chercheurs, aux chercheurs les capacités de nos entreprises, aux jeunes ce qu'industrie veut dire et au monde ce que nous savons faire.

Il est clair que le projet commun porté par les intercommunalités du département ne signifie ni la fin des EPCI, ni la mort programmée des communes. Il leur donne un plus, un avantage comparatif indéniable, une valeur ajoutée certaine. Les villes ne perdront pas leur visage. Les EPCI n'abandonneront pas leurs compétences.

Il serait enfin souhaitable de savoir entendre ce qui n'est pas une provocation. Ce constat ne signifie pas que, pris individuellement, les acteurs du développement métropolitain soient tous des incapables ; ni que les collectivités territoriales entraînent le territoire vers le bas. Il serait heureux que les représentants de collectivités, de mouvements, d'entreprises ne réagissent pas systématiquement à des analyses difficiles en défendant à tout prix l'institution qui les emploie ; et prennent le recul nécessaire pour la compréhension d'un problème collectif.

Conclusion : se faire confiance ou dépérir

Le pôle métropolitain n'est pas une simple question technique susceptible de mobiliser des acteurs convaincus de l'absurdité de la situation actuelle. L'enjeu principal est de construire les conditions du dialogue pour bâtir les projets capables d'avoir de véritables retombées économiques. Il n'est pas insurmontable et quelques exemples récents le montrent. Pour les phases de qualification d'ITER, pour obtenir Marseille Provence 2013 capitale européenne de la culture, pour construire l'Université Unique les acteurs du développement ont testé les vertus du « jouer collectif ». Ces grandes réussites, que l'on n'attendait pas forcément, n'ont pu être obtenues que par des efforts, des engagements, des rapprochements qui n'ont pas été des renoncements.

Aujourd'hui, les intercommunalités du pôle métropolitain sont invitées à accélérer le mouvement, c'est-à-dire à se faire confiance pour donner un contenu à leurs intentions. Si elles tergiversent, hésitent, ne dépassent pas les déclarations de principe c'est tout ce territoire riche de potentialités qui continuera à rester le dernier de la classe.

*Philippe Langevin
Maître de conférences
23 février 2012*